

Sortir de l'impasse industrielle ?

Intervention à Ambert (63) dans le cadre des « Utopiades » (n°85). Un grand merci pour l'accueil à Mireille, Alain et Gérard. Un grand merci aux personnes venues y assister, qui m'ont ainsi donné l'occasion de leur *rendre* une *part* de mes lectures et réflexions. Je suis intervenu en deux temps ; tout d'abord, classiquement, j'ai pu dérouler quelques-uns des éléments de réflexion que j'avais préparés : évidemment, le temps m'a manqué et cette rédaction de mon intervention me permet maintenant de venir la compléter. Après une pause, nourrie de « tartinades », nous avons pu profiter d'une intervention (en zoom) de Bertrand Louart, auteur récent de *Réappropriation. Jalons pour sortir de l'impasse industrielle* (2023, La Lenteur). Le format n'a malheureusement pas permis que nous ayons un échange. C'est pourquoi, dans le deuxième temps, c'est en solo que j'ai échangé avec la salle sur la nécessité et l'insuffisance des alternatives qualifiées de « concrètes ».

*

Avant d'entrer dans le vif de la réflexion, j'ai posé deux préalables de méthode, ainsi que quelques définitions.

Préalable 1 : Dans le trépied¹ du **penser** (activité qui tente de résoudre théoriquement les problèmes = conceptuellement), du **faire** (les alternatives concrètes, les utopistes) et de **agir** (les luttes et les votes), ma parole s'inscrit à la pointe du penser : parce qu'il est le pied bancal de la résistance. Je ne veux pas/plus céder à l'injonction du « concret », de l'action, du passage à l'acte².

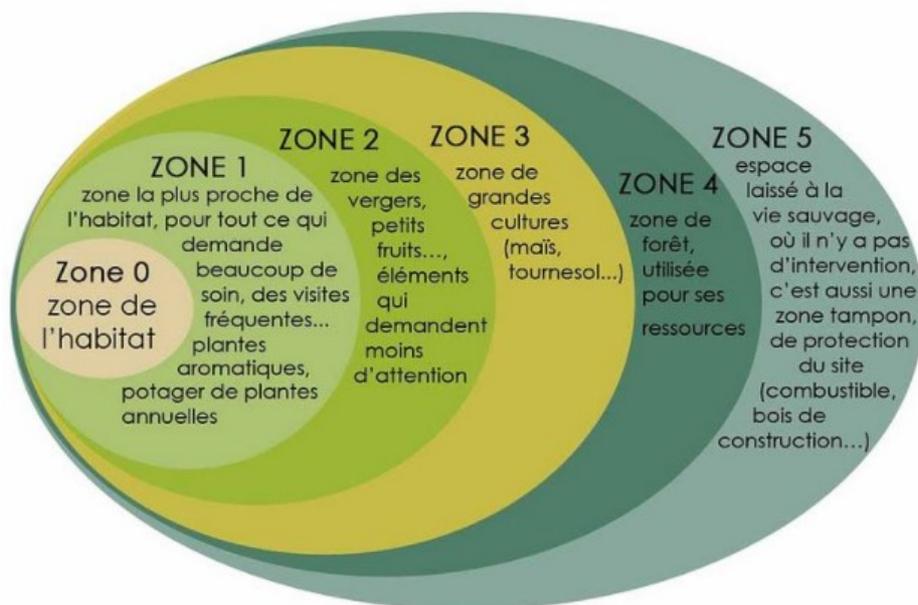
Préalable 2 : Dans une permaculture militante, j'essaie le plus possible de me situer dans une sorte d'équivalent de la zone 5, dans la « part » la plus « radicale » de la résistance : celle de la « robustesse » ; plus du tout celle de l'avant-garde, mais tout à l'opposé essayer d'assumer la radicalité cohérente en restant à l'arrière-garde.

- Pour une question de stratégie : il ne s'agit pas, fait très bien remarquer Virginie Maris, de réduire la « vraie » nature à sa part sauvage, en négligeant du même coup la nature ordinaire. Mais il y a dans cette part sauvage un extrême – sinon un extrémisme – qui doit éviter de lentement laisser filer nos exigences : s'il ne faut pas

¹ Je fais référence ici à mon *Politique(s) de la décroissance* (2013, éditions Utopia) et ce que j'avais appelé les « trois pieds » politiques de la décroissance. A l'époque je croyais présenter un équilibre entre ces trois pieds. Mais en réalité, cet équilibre est une fiction au désavantage du pied de la théorie, de l'idéologie.

² Dans [ma dernière intervention](#), à L'Académie du Climat (Paris, avril 2024), j'avais consacré le début de ma troisième partie à expliquer en quoi cette injonction au concret est un dispositif essentiel du régime politique de croissance, qui consiste soit à *inférioriser* et à *invisibiliser* toute activité dite « intellectuelle », soit à la *réserver* aux « experts ». Ce primat du concret n'est qu'une facette de l'hégémonie que la technique et sa valeur suprême de l'efficacité exerce même chez ceux qui prétendent les critiquer.

partir de la nature ordinaire mais de la nature sauvage c'est parce que « les individus ont tendance à ne pas désirer beaucoup plus que ce qu'ils peuvent obtenir. Ce phénomène d'ajustement des préférences aux conditions réelles est dynamique. Du coup, lorsqu'on se trouve dans une situation qui se dégrade progressivement, on s'habitue à des choses qui auraient semblé inacceptables si elles étaient intervenues brusquement »³.



*

Quelques définitions :

- **Productivisme** : il repose sur la croyance que ce qui est « produit » est supérieur à ce qui est naturel ; que le fabriqué est supérieur au naturel.
- **Industrialisme** : « L'industrialisme n'est pas seulement le productivisme. C'est un ensemble cohérent d'habitudes, de processus, incarné dans nos mentalités, dans des objets et dans une organisation de l'espace et du temps », présentation de *Sortir de l'industrialisme* (2011, Le pédalo ivre)
 - Ce qui est fabriqué industriellement est supérieur à ce qui est fabriqué artisanalement : l'innovation contre la tradition.
 - L'industrialisme est la concrétisation (au sens de Gilbert Simondon) entrepreneuriale et machinique du productivisme.

³ Virginie Maris, *La part sauvage du monde* (2018), Seuil, p.194.

- L'industrialisme est une façon de penser qui domine l'action et les projets économiques. Cette façon de penser *rationalise* d'abord toute l'existence, elle est dominée par l'idée de puissance, *Sortir*, p.27.
- « Le terme sert à ramasser l'ensemble des nouvelles croyances du monde industriel » (Fr. Jarrige, *Sortir...* p.55), dans la suite de Saint-Simon (1760-1825).
- Bref, **l'industrialisme est l'idéologie en faveur du mode industriel de production.**
- **Capitalisme** : l'organisation économique qui repose micro-économiquement sur la recherche du profit et macro-économiquement sur la croissance. Cette recherche de puissance à tous les étages se dote de *moyens* : institutionnels, techniques, sociaux...
- **Libéralisme** : le faisceau de discours qui défendent les libertés individuelles définies à partir de la propriété privée : « propriété » est pris autant dans un sens juridique que personnel, dans l'esprit de l'emploi du terme par John Locke tant dans son *Essai sur l'entendement humain* (1689) que dans le *Traité du gouvernement civil* (1690) : la première des propriétés, c'est celle de ma « personne », définie par une « liberté » qui s'arrête là où commence celle des autres, tout comme ma personne ou mon champ.

1. Pourquoi l'industrie est un problème pour la décroissance

1.1 Alors qu'elle n'a pas été un problème pour l'anticapitalisme, mais une solution

a) Le capitalisme et l'anticapitalisme partagent le « même fond » industrialiste

Malgré quelques exceptions que nous évoquerons plus tard, il faut d'abord constater qu'historiquement aucune querelle du productivisme ou de l'industrialisme n'a opposé le capitalisme et ses adversaires socialistes, que ce soit dans les variantes utopistes, scientifiques, marxistes, sociale-démocrates.

« Notre hypothèse dans ce livre est que le concept de productivisme, malgré son flou idéologique, compris comme la quête illimitée de la production maximale, ne constitue pas seulement un symptôme : il aide à déchiffrer une dimension essentielle de l'industrialisme qui fut et est indissociable non seulement du capitalisme, mais aussi de l'histoire du communisme, du socialisme et d'une très large partie de la gauche ».

Serge Audier, *L'Âge productiviste* (2019), La découverte, p.78.

Dans le recueil de texte pour *Sortir de l'industrialisme* (2011, Le pédalo ivre), aucun des contributeurs ne remet en cause le « fond commun » au capitalisme et au socialisme (p.27), « le même fond », « ce qui leur est commun (p.35).

*

Je reprends ici une partie d'un article publié dans la revue suisse *Moins !*⁴.

Le productivisme a-t-il jamais fait véritablement débat au sein du mouvement socialiste et ouvrier ? Sa victoire incontestable au sein de toutes les variantes dominantes de la « gauche » – ce qui n'élimine pas des variantes antiproductivistes, mais toujours groupusculaires ou marginales dans les organisations – résulte tout au contraire **d'un déni répété de la question qu'il faudrait évoquer à partir de quatre moments historiques : le « moment 1848 », l'entre-deux-guerres, les « trente glorieuses » et aujourd'hui**. En effet, ne peut-on pas d'ores et déjà faire l'hypothèse que c'est l'évitement systématique d'un tel débat qui est peut-être la véritable explication du désarroi, sinon de la sidération, dans lequel se trouvent aujourd'hui toutes les « gauches » ?

⁴ « L'antiproductivisme, un déni pour la gauche », *Moins !*, novembre 2016.

<https://decroissances.ouvaton.org/2016/11/23/lantiproductivisme-un-deni-pour-la-gauche/>

Bien sûr pour une mythologie de l'antiproductivisme il faudrait commencer par évoquer les luddites (1811-1812) et la révolte des Canuts (1831) et faire d'eux les précurseurs lucides d'une critique de l'industrialisme et de la destruction d'un univers qualitatif, celui du travail autonome de l'artisan, de son talent professionnel et de son expérience personnelle. Mais en réalité, il faut plutôt constater qu'en 1848, Louis Blanc, Pierre-Joseph Proudhon, Pierre Leroux participent activement aux deux grandes mesures destinées à affronter la question sociale : la « Commission du Luxembourg » et les « Ateliers nationaux ». Si en 1789 la question politique avait écarté la question sociale au nom de la foi dans le Progrès et la Raison, en 1848, c'est la question sociale qui escamote la question du productivisme au profit d'une querelle entre socialistes et libéraux à propos du « droit au travail ». Pour les libéraux, attentifs aux effets pervers des *Poor Laws*, en particulier du système de Speenhamland (1795-1834, Grande-Bretagne), seule la concurrence permettra d'échapper aux pièges de l'assistanat. Pour les socialistes, Sismondi le premier, la concurrence provoque à la fois la hausse de la production (pour gagner des marchés) et la baisse de la consommation (par la baisse des salaires). « Cette concurrence, qui tend à tarir les sources de la consommation, pousse la production à une activité dévorante » écrit Louis Blanc (*Organisation du travail*, 1845). **Mais que ce soit par les bienfaits du Marché ou par le Droit (au travail), socialistes et libéraux partagent un même credo productiviste : la croissance pour échapper à la fatalité de la misère, pour résoudre la question sociale, l'abondance à l'horizon de la révolution industrielle.**

Chacun sait comment, dans la suite de ce 19^e siècle, la défaite des socialismes utopiques, romantiques, et la victoire du socialisme scientifique marginalisèrent toute parole antiproductiviste. Comment entendre le plaidoyer (1889) de William Morris pour les « Arts appliqués » quand même Paul Lafargue justifie son *Droit à la paresse* (1880) parce qu'il voit dans la machine « le rédempteur de l'humanité » ?

A la différence de la suivante, la première guerre mondiale n'avait pas dû assez démolir les capacités productives des belligérants et en à peine 10 ans de reconstruction, la crise de 1929 est là. Pour le capitalisme la crise de surproduction est une crise de sous-consommation. Et c'est ainsi que furent escamotées les impasses du productivisme par la fuite en avant dans la société de consommation : « Loin que le capitalisme meure de sa belle mort au cours d'une crise majeure, comme Marx l'avait prévu, cette crise a été pour lui le moyen de se régénérer par la conquête de nouveaux marchés... En échange d'un relâchement dans la prolétarianisation

du producteur [le fordisme], il a été procédé à la prolétarianisation du consommateur », tel fût le « tournant libidinal du capitalisme »⁵.

Du côté de la révolution bolchévique, la NEP (1921-1929) puis le stalinisme firent explicitement le choix du productivisme. Très vite les propositions d'un Kropotkine (qui avait pourtant parfaitement vu que la reconstruction devrait d'abord se faire démocratiquement, et donc à partir d'une organisation relocalisée des forces productives) furent écartées au nom d'un capitalisme d'Etat⁶. **C'est ainsi que l'on peut lire, en 1928, dans le programme du VIème congrès de l'Internationale communiste : « Au gaspillage formidable des forces productives, au développement convulsif de la société, le communisme oppose l'emploi systématique de toutes les ressources matérielles de la société et une évolution économique indolore basés sur le développement illimité, harmonieux et rapide des forces productives. »** Et au Congrès CGTU de la métallurgie, en 1937: « Dire que l'on est contre le travail à la chaîne me fait penser à quelqu'un qui dirait qu'il est contre la pluie. [...] Nous sommes pour les principes de l'organisation scientifique du travail, y compris le travail à la chaîne et les normes de production ».

Finalement, au sein de la gauche et des socialismes, la tendance productiviste l'a toujours emporté soit en escamotant le débat, soit en le ridiculisant, par exemple en faisant passer l'antiproductivisme pour un conservatisme honteux, voire pour un protofascisme plus ou moins conscient. Définir le productivisme comme « le fait de produire pour produire » ne signifie pas que l'on oublie qu'en régime capitaliste on produit toujours pour vendre mais que le débat sur les modes de production écarte toujours la question du produit. Cette « abstraction » productiviste du « produit » résulte en fait d'une réduction de l'économie à l'antagonisme de la production et de la redistribution, en faisant de l'une la solution de l'autre, au lieu de ré-enchâsser la production au sein de toute les chaînes de l'économie : Extraction → production → redistribution → consommation → excrétion (les déchets).

b) Et pourtant si le socialisme se fourvoie dans la voie industrialiste, c'est d'abord parce que c'est une impasse politique

Le sociologue et philosophe allemand Axel Honneth, dans *L'idée du socialisme* (2015, NRF), me semble proposer une analyse assez juste de l'échec *politique* du socialisme industrialiste.

⁵ Dany-Robert Dufour, « Le tournant libidinal du capitalisme », *Revue du MAUSS*, Consommer, donner, s'adonner, 44|2014, 27-45.

⁶ Paul Ariès, « La gauche productiviste, c'est le stalinisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 130 | 2016, URL : <http://journals.openedition.org/chrhc/4926>

Dans le 2^{ème} chapitre de son livre, il apporte une contribution supplémentaire à la longue liste des critiques modernes du socialisme (Lire les prédécesseurs de la Théorie critique, mais en France ne pas oublier Castoriadis, ni Gorz). Le parti-pris de Honneth est de continuer à rapprocher tous les socialismes du 19^{ème} siècle : Owen, saint-Simon, Blanc, Fourier, Proudhon, Marx. Les « spécialistes » s'en offusqueront mais l'essentiel pour Honneth est bien de dégager « l'idée du socialisme ». Car selon lui, si l'on veut rendre au socialisme quelque chose de « son ancienne virulence » (p.45), alors il faut repérer 3 défauts natifs du projet socialiste.

1. En faisant de la sphère économique le terrain principal de lutte, les premiers socialistes ont écarté la question politique de la souveraineté populaire démocratique : « en situant toute liberté, bonne ou mauvaise, dans le seul champ de l'activité économique, les socialistes s'interdisent brusquement sans bien s'en rendre compte, de penser aussi en termes de liberté le nouveau régime fondé sur une négociation démocratique des objectifs communs » (p.53).
2. En croyant que le prolétariat était une force d'opposition déjà à l'œuvre, les socialistes ont cru que leurs idéaux ne faisaient que traduire les intérêts objectifs des dominés. Le problème de cette hypothèse n'est pas l'existence du prolétariat mais la méthode qui, au lieu d'étudier ces forces de façon empirique, se contente de les présupposer abstraitement : « cette méthode de l'imputation ouvrait la porte à l'arbitraire théorique » (p.60).
3. En croyant que les transformations sociales se produisent avec un certain degré de nécessité historique, les socialistes ont validé une lecture déterministe de l'histoire : soit sous la poussée des forces productives et d'un inéluctable progrès technoscientifique (Saint-Simon, Marx), soit sous la pression de la lutte des classes (Proudhon, Marx). « Une telle conception déterministe du progrès... favorisait un attentisme politique » (p.68).

Le jugement d'Axel Honneth est sans appel quand il voit dans ces 3 présupposés, le « fardeau théorique du socialisme » (p.68) :

1. Tout à la foi aveugle dans le pouvoir d'intégration illimité du travail social, croire que le socialisme peut se dispenser de garantir des droits-liberté individuels, et formels.
2. Croire que le prolétariat était par essence l'ennemi intérieur du capitalisme ; s'interdire ainsi d'anticiper la promesse d'embourgeoisement que portera le

capitalisme de consommation au 20ème siècle, conformément à ce que Dany-Robert Dufour repère avec raison comme le « tournant libidinal du capitalisme », en 1929.

3. Défendre une vision optimiste de l'histoire, en restant ainsi prisonnier des conditions intellectuelles de la révolution industrielle.

→ Le défi du socialisme est alors clairement dégagé : affranchir le socialisme de l'esprit industrialiste qui l'a vu naître, le délivrer de cet « ancrage des idées socialistes dans l'esprit et la société de la révolution industrielle qui est responsable de leur rapide et silencieuse obsolescence peu après la Seconde guerre mondiale » (p.72).

→ Nous pouvons d'ores et déjà en tirer une leçon importante : c'est que la sortie de l'impasse industrielle ne devra pas faire l'impasse de sa dimension politique. Pour la suite : souvenons-nous que la sortie de l'industrie ne se fera pas pour des raisons techniques mais bien pour des raisons politiques.

→ **Une question : en quoi l'industrie est-elle un problème pour la décroissance ?**

*

1.2 Ebauche définitionnelle de décroissance, post-croissance, objection de croissance, contre-croissance

L'industrie est un problème pour la décroissance parce que, pour la croissance, elle est une solution.

a) Dans une économie de croissance, l'industrie n'a que des avantages

- Parce que l'économie s'est toujours appuyée sur les avantages de la division des activités productives (la « division du travail ») :
 - C'est Platon, au livre II de *La République* (369c-370c) qui dresse pour la première fois la liste des gains d'une division sociale du travail : pour la quantité produite, la qualité du produit, la facilité de la production, la « nature » (talent, goût) du producteur et enfin pour le temps de production.
 - Pour Adam Smith, au livre I de *La richesse des nations* (1776), le gain principal est l'accroissement de la production, qui est dû à trois causes : l'habileté accrue, le temps gagné et enfin l'usage des machines.

- Sauf que, dans cette liste, l'industrie n'a d'intérêt que pour le seul gain de l'augmentation quantitative : moins de temps T, plus de quantité Q = des gains de productivité (dQ/dT).
 - Le belge Alfred Solvay (cité par Serge Audier, *op. cit.*, p.60) qui fut celui qui diffusa le terme de « productivisme » (dès les années 1880-1890) l'écrit explicitement : « Être productiviste, c'est reconnaître que la vraie marche à suivre pour assurer le bien-être des hommes est de développer, par tous les moyens, la production des choses matérielles ou immatérielles qu'ils désirent ou désireront sans cesse davantage... Créer, multiplier des capacités productives à tous les degrés, tel doit donc être le but primordial de toute la politique sociale »
 - Un certain Geoffroy Rudel, dans un article de 1923 (cité par S. Audier, *op. cit.*, p.62) : « Le principe productiviste » se définit comme « l'application rationnelle de la loi du rendement maximum d'effet utile avec le minimum d'efforts », et ce « dans chacune des branches de production d'objets utiles au bien-être moral ou matériel des hommes ».
- L'industrie, ce n'est pas seulement une division sociale ramenée aux seuls avantages quantitatifs (se rappeler que Platon semble *hésiter* entre deux objectifs possibles : soit l'intérêt économique de l'union (qui fait la force), soit un intérêt plus *moral* d'entraide), c'est aussi une aggravation de tous les types de division.
 - La division sexuelle/genrée.
 - La division sociale en métiers.
 - La division technique en tâches.
 - La division pyramidale → C'est la thèse défendue au début des années 1970 par Stephen Marglin dans un texte – *A quoi servent les patrons ?* – publié pour la première fois dans son intégralité et en anglais seulement en 1974 dans la *Review of Radical Political Economics*. Pour Marglin, là où l'idéologie proclame que l'efficacité technique est la cause de la division du travail, il montre au contraire que **l'objectif principal de la division du travail est de « diviser pour mieux régner »**. Non seulement, l'ouvrier perd le contrôle sur son activité mais il abandonne ce contrôle à l'entrepreneur qui, en se prétendant indispensable pour la coordination des tâches parcellisées, justifie ainsi l'accaparement de la majeure partie de la valeur ajoutée à son profit. L'intérêt d'une telle thèse – politique – est de relier deux processus

d'abstraction : à l'intérieur de l'activité, chaque tâche est séparée/abstraite de la suivante ; à l'extérieur de l'activité, **les fonctions d'exécution sont séparées/abstraites de celles de coordination et donc de décision.**

- La division morale → c'est la thèse défendue par Everett Hughes et sa dénonciation des *dirty works* (boulots sales et sales boulots)⁷.

b) La croissance des moyens, c'est la contrepartie d'une neutralité institutionnelle

L'industrie est donc un mode de production : celui de produire pour produire toujours plus, celui de toujours produire plus de « moyens ».

Mais qui dit « moyen » dit « but », dit « finalité ». Quel est le but du productivisme et de son mode industriel de production ?

- Les anticapitalistes croient répondre à la question en faisant de la course au profit la boussole de l'économie. Mais ce n'est vrai que pour le « capitaliste » : seul lui voit dans le « profit » une finalité de son activité (qu'elle soit commerçante, ou productrice). Mais cela est faux pour tou.te.s celles et ceux qui au sens propre ne « profitent » pas des profits du capitalisme : car la logique intrinsèque du capitalisme est précisément de *privatiser* les profits, de les désocialiser, et de ne surtout pas les partager ou les mutualiser.
- D'ailleurs, pour un anticapitaliste conséquent, le problème n'est pas le profit mais sa privatisation, son appropriation par une minorité.
- Autrement dit, quand nous nous posons la question de la finalité du mode industriel de production, nous ne pouvons pas nous satisfaire de la réponse valable seulement micro-économiquement. C'est pourquoi le point de vue de la décroissance consiste à chercher la finalité du capitalisme industriel non pas micro-économiquement mais macro-économiquement : et cette finalité macroéconomique, c'est la croissance.

Mais alors pourquoi la croissance ?

- Si l'on en reste à une analyse économique, on bute sur une finalité circulaire : la croissance *pour* la croissance. Ce qui n'est pas faux mais laisse totalement inexpliqué *pourquoi* cette circularité est acceptée.

⁷ SEILLER Pauline, SILVERA Rachel, « Sales boulots », *Travail, genre et sociétés*, 2020/1 (n° 43), p. 25-30. DOI : 10.3917/tgs.043.0025. URL : <https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2020-1-page-25.htm>

- D'où l'extension du domaine de la croissance : qui n'est pas seulement une *boussole* économique mais aussi un *monde* : avec des imaginaires, des représentations, des modes de vie, des normes, des valeurs, des attachements...
- Sauf que cette extension « culturelle » de la croissance ne permet pas non plus d'expliquer l'hégémonie du paradigme de croissance :
 - Raison 1 : Est-il vraiment sûr que le monde de la croissance ne puisse pas prétendre se référer aux mêmes valeurs que « nous » ? Si je prends la définition de la décroissance construite par Timothée Parrique⁸, je peux en effet relever des valeurs : (2) la responsabilité écologique, (3) la conviction démocratique, (4) l'exigence de justice et (5) l'objectif de bien-être. Mais si nous faisons retour vers les partisans de la croissance, nous pourrions constater et reconnaître qu'eux aussi ils pourraient parfaitement se revendiquer de chacune de ces valeurs : (2) par la croissance verte ou le développement durable, (3) par la liaison intime entre libéralisme économique et libéralisme politique, (4) par une théorie procédurale de la justice et (5) par un plaidoyer utilitariste en faveur de la maximisation du bonheur.
 - Raison 2 : Si nous nous tournons alors vers des arguments non plus *raisonnables* (par les valeurs) mais *rationnels* (par les faits et les données scientifiques). En général, ces faits sont de nature écologique ; on met en avant les dégâts mesurés par des indicateurs environnementaux, on vérifie la corrélation forte entre croissance économique et insoutenabilité écologique, on peut aller jusqu'à ramener ces indicateurs à des ressources énergétiques ou matérielles. Un tel registre scientifique est fort utile et même nécessaire car il s'agit d'éliminer tout ce que l'on appelle aujourd'hui les infox et autres vérités alternatives. Mais il n'est pas suffisant : comment ne pas constater l'impuissance des données fournies par le GIEC ou l'IPBES⁹ à réellement inciter les politiques publics à se réorienter ?

Bref, il nous faut reconnaître que nos meilleurs arguments, qu'ils soient raisonnables ou rationnels, font « plouf ». Pourquoi ? Parce que l'emprise que la croissance exerce ne dépend fondamentalement ni d'arguments économiques (ou énergétiques, ou matériels) ni

⁸ Timothée Parrique, *Ralentir ou subir* (2023), Seuil, chapitre 6. « La décroissance est (1) une réduction de la production et de la consommation (2) afin de réduire les empreintes écologiques, (3) planifiée démocratiquement (4) d'une manière équitable (5) tout en garantissant le bien-être. »

⁹ <https://www.ipbes.net/>

d'arguments « culturels » mais résulte d'une « forme » qui la caractérise comme « régime politique ».

Je partage avec le sociologue italien Onofrio Romano son diagnostic : la croissance économique n'est pas la maladie, elle n'en est que le symptôme¹⁰. La maladie, il l'appelle « régime de croissance », qui s'exerce par une forme « horizontaliste » ou « neutralitaire ». Je préfère tout simplement y voir la main visible du libéralisme, c'est-à-dire ce faisceau d'analyses qui reposent sur la promotion inconditionnelle de la liberté individuelle.

Qu'est-ce que le libéralisme ? C'est la promesse adressée à chaque individu de le laisser libre de conduire sa vie personnelle comme il l'entend, et d'être en capacité (capabilité) de la construire suivant ses idéaux privés de ce qu'est une vie réussie.

Mais cette promesse ne peut être tenue qu'à une double condition : a) d'abord que les institutions libérales n'interviennent plus dans les conceptions individuelles de la vie réussie et donc qu'elles prétendent adopter une position « neutre » ; b) ensuite que ces institutions – l'État, le Marché – s'engagent à fournir à chacun *le maximum de ressources* matérielles et juridiques : ce « maximum », c'est la croissance.

« Au niveau de la société, cela se traduit par une exigence non négociable de croissance : seule la croissance économique peut satisfaire toutes les exigences de tous ces individus ne devant pas être limités ».

Giorgos Kallis, Federico Demaria et Giacomo D'Alisa dans leur Introduction à *Décroissance, Vocabulaire pour une nouvelle ère* (2015), Le passager clandestin.

Voilà donc l'objectif : l'institution imaginaire de l'individu. Et l'industrie en est le moyen. Un terme commun réunit cet objectif et ce moyen : « développement », qu'il soit « personnel » ou « économique ».

Voilà pourquoi la décroissance quand elle s'oppose à la croissance mène un double combat, contre l'individualisme, contre l'industrie¹¹, contre leur développement sans limites : « L'industrialisme est un système parfaitement adéquat pour les macro-sociétés modernes » (Philippe Gruca, *Sortir de l'industrialisme...*, p.38)

¹⁰ Pour une recension de son *Towards a society of Degrowth* (2020, Routledge) : <https://decroissances.ouvaton.org/2024/02/24/jai-lu-towards-a-society-of-degrowth-donofrio-romano/>

¹¹ Dans ses *Méditations métaphysiques*, Descartes décrit un combat entre son « ego » et le « malin génie » et pour cela chacun pourra remarquer qu'il utilise un vocabulaire lourd de sens : d'un côté, son « entreprise », de l'autre « l'industrie ».

→ Si la croissance est la promesse de fournir des ressources infinies et gratuites à chacun, alors il convient de contrer cette croissance (comme boussole, comme monde, comme forme).

c) Les étapes de la contre-croissance

Il est alors possible de clarifier facilement le vocabulaire de cette opposition à la croissance :

- Temps du rejet : c'est l'objection de croissance.
- Temps du projet : c'est la post-croissance, c'est-à-dire un monde libéré de la croissance.
- Temps du trajet : pour passer d'un monde que l'on *rejette* à un monde que l'on *projette*, la décroissance *stricto sensu* est le trajet, c'est-à-dire un faisceau de *trajectoires*.

Si l'on veut disposer d'un terme qui chapeaute ces trois termes, le plus simple semble être celui de « contre-croissance » dont l'objection de croissance, la décroissance et la post-croissance constitue les étapes.

Au sens le plus strict, la question d'une « sortie de l'impasse industrielle » ne concerne ni l'objection de croissance ni la post-croissance mais véritablement la décroissance.

Or, nous allons voir malheureusement que beaucoup d'analyses, à ne pas faire cette distinction temporelle entre les trois étapes, en viennent à se leurrer sur ce qui rendrait politiquement possible une telle « sortie ».

2. Mais ce n'est pas une question vraiment difficile

La voie industrielle est une « impasse » (*Sortir de l'industrialisme*, p.29 & 31), qui « engendre la misère en modernisant la pauvreté » (Ivan Illich)

2.1 D'abord parce que nous savons *que nous devons rejeter l'industrialisme*

L'industrialisme doit être rejeté à cause des *effets* de l'industrie.

- Ces effets sont multiples : économiques, écologiques, énergétiques mais surtout sociaux et politiques.
- Ces effets sont des « méfaits ».
- Pour autant, attention à ne pas surévaluer la critique par les effets ; car cette critique ne suscite la plupart du temps que des mobilisations *réactives* (dont l'indignation semble être l'archétype) et qu'elle semble bien peu propice à *provoquer* réellement une sortie de l'impasse industrialiste.
- C'est pourquoi nous devons voir ensuite s'il est possible de porter une critique non pas « par les effets » mais « par les causes » ; en faisant ainsi l'hypothèse d'arriver à provoquer une mobilisation *proactive*.
- Le principal intérêt politique d'une telle critique « par les causes », c'est bien sûr sa radicalité (= son inscription dans la zone 5 de la critique) mais surtout c'est une critique qui reste dirigée contre un dispositif *même s'il était une réussite*¹².

a) Dégâts de l'industrie dans le secteur primaire

Il nous semble que la façon la plus directe de dresser un « dégât des lieux » c'est de voir comment l'idéologie industrialiste s'est directement attaquée au secteur primaire (comme ce secteur comprend les activités extractives au sens le plus large, c'est une question s'il faut placer les activités minières dans le premier ou le deuxième secteur)

« Lutter contre la transformation de l'agriculture en industrie, c'est aujourd'hui le problème et le combat numéro un : car c'est empêcher qu'on nous ferme la dernière

¹² Réduire une critique aux effets, c'est porter ce qu'on appelle une critique fonctionnelle, par les contradictions. Et c'est ainsi que beaucoup d'anticapitalistes dénoncent les contradictions internes du capitalisme. En restant aveugles aux succès du capitalisme, dans la prophétie répétée des prochaines contradictions, ils tronquent leur critique. Mais il est vrai qu'une critique qui ne serait pas tronquée risquerait de leur faire prendre conscience d'un même fond industrialiste.

fenêtre ouverte sur un extérieur. La nature ou l'homme ? En défendant la campagne, nous défendons l'un et l'autre ».

Bernard Charbonneau, *Le Totalitarisme industriel*. (1973, 2019), L'échappée¹³.

- Destruction de l'agriculture : le cas de la « révolution verte » (après la révolution du néolithique et la révolution agricole des 18^e et 19^e siècles).
 - La promesse que l'industrialisation de l'agriculture permettrait d'en finir avec les famines et d'accompagner la croissance démographique (aujourd'hui plus de la moitié des calories alimentaires consommées dans le monde).
 - En réalité : « une agriculture ultra productiviste, reposant sur la mobilisation de capitaux, les monocultures, l'usage massif d'intrants chimiques (désherbant, insecticides, fongicides, engrais azotés...), le recours à la mécanisation, la production importante de viande, la consommation de masse d'aliments transformés, le contrôle des semences par brevets → raréfaction des emplois agricoles, perte de biodiversité et d'agrodiversité, tensions sur les ressources (sur l'eau, sur les sols...), 2 milliards d'humains en surpoids et 750 millions qui souffrent de la faim »¹⁴, exode rural comme bidonvillisation.
- Destruction de l'élevage
 - Pour Jocelyne Porcher¹⁵ (*Sortir de l'industrialisme*, p.83-86), l'élevage industriel est la destruction de « la relation de travail aux animaux d'élevage ».
 - « Cette relation de travail repose sur de multiples rationalités dont la première n'est pas productive mais relationnelle. C'est-à-dire que l'on ne vit pas avec les animaux pour en tirer un revenu, mais que l'on en tire un revenu pour pouvoir vivre avec eux. »
 - Produire, non pas pour faire des profits mais pour nourrir le monde.
 - « Le traitement industriel des animaux n'est pas compatible avec le respect. On ne peut pas produire des animaux comme des choses et prétendre avoir avec eux des *relations*. »

¹³ <https://bibliothequefahrenheit.blogspot.com/2019/07/le-totalitarisme-industrie.html>

¹⁴ Sciences Humaines, Grands dossiers n°74 (Géopolitique), p.75

¹⁵ Pour une recension sur le site de la MCD de son livre *Vivre avec les animaux* (2011): <https://ladecroissance.xyz/2021/06/24/vivre-avec-les-animaux-une-utopie-pour-le-xxieme-siecle/>

- Destruction de la foresterie (coupes rases, monoculture, appropriation de terres agricoles par Ikea..) : Pro Silva est une association de forestiers (propriétaires, gestionnaires, professionnels et amis de la forêt) réunis pour promouvoir une "sylviculture mélangée à couvert continu", basée sur le traitement irrégulier et respectueuse des processus naturels des écosystèmes forestiers, d'où la dénomination parfois utilisée de "Sylviculture Irrégulière, Continue et Proche de la Nature" (SICPN).
- Destruction de la pêche : industrielle (de la pêche côtière à la pêche hauturière) ou surpêche ou pêche intensive. 7,3 millions de tonnes de poissons comme « prises accessoires » (/180 millions de tonnes).

b) Industrialisme et industrialisation

Mais quand on définit l'industrialisme comme l'idéologie en faveur de l'industrie, peut-on pour autant croire que cet industrialisme a historiquement été *la cause* de la création d'un secteur industriel hégémonique ou bien faut-il plutôt faire de l'industrialisme l'idéologie *a posteriori* de l'industrie (avec une fonction de légitimation, et une fonction de mystification) ? D'autant qu'en tant qu'idéologie, l'industrialisme est une sorte d'*imaginaire* et que ce serait bien naïf de croire que l'on peut changer le monde en changeant d'abord sa conscience : ce n'est pas la conscience qui détermine la vie mais le contraire, selon la formule de Marx¹⁶.

Mais si l'industrie ne vient pas de l'industrialisme, d'où vient-elle, quelle est sa cause ?

La réponse la plus simple est de faire de l'industrie le produit de l'*industrialisation* ; industrialisation que je définis, non pas comme un processus, mais comme une « matrice ».

C'est l'industrialisation qui est une impasse dans laquelle s'enferme tous les secteurs de la production. C'est donc de l'industrialisation qu'il convient de sortir.

2.2 Même si ce n'est pas une question difficile, il faut répondre : *pourquoi rejeter ? C'est-à-dire où trouver la possibilité d'une sortie ?*

¹⁶ Il est pourtant aujourd'hui très populaire parmi les « alternatives » d'en appeler à changer les imaginaires ; ce qui revient toujours à en appeler à une sorte de révélation ou d'illumination. Il y a une autre variante pour expliquer un changement d'imaginaire : ce serait l'éducation. Ces deux variantes doivent être prises avec beaucoup de précaution car si pour changer de société, il faut d'abord changer les hommes, on ne doit pas être loin de l'autoritarisme, et si cet autoritarisme est bienveillant, cela s'appelle le *despotisme*.

L'industrialisme comme idéologie de l'industrie est la pente naturelle de l'industrie. Mais alors pourquoi l'industrie s'est-elle imposée ? Si l'industrialisme est un discours en aval sur l'industrie, c'est l'industrialisation en amont qui est une mise en pratique, en mettant à disposition des solutions, ou plutôt une « matrice » de solutions.

Qu'est-ce qu'une « matrice » : en mathématique, c'est un tableau d'éléments permettant d'opérer une transformation. Par analogie, j'entends ici par « matrice » un dispositif opérationnel permettant de résoudre un « problème », c'est-à-dire permettant de passer d'une situation dans un contexte problématique à une autre situation où le problème est résolu.

Dans le système de croissance (ou dans le capitalisme industriel) l'industrialisation est précisément une matrice : si l'industrie s'est imposée au point de provoquer une « révolution » c'est d'abord parce que l'industrialisation propose des solutions, non pas sous la forme de propositions figées mais en tant que schémas à décliner suivant les contextes et les situations particulières.

Dénoncer l'industrialisme, c'est risquer d'en rester à une critique par les méfaits. Dénoncer l'industrialisation, c'est ouvrir la possibilité de remonter à la source des succès de l'industrie.

En quoi peut bien alors consister cette matrice d'industrialisation ?

Je propose de l'imaginer comme un triangle dont les pointes sont la production, la technique (ou plutôt la technoscience) et le travail. Autrement dit, l'industrialisation apparaît comme une voie pour résoudre des problèmes posés par la production, le travail, la technique.

- **Comment produire pour produire ? Industriellement**

On peut trouver chez Karl Polanyi une explication convaincante de la séquence : machinisme → production industrielle → marchandisation. *Pourquoi* le « productivisme » – produire pour produire – doit-il en passer par l'industrialisme ? *Comment* produire « en grande quantité » ? Industriellement.

« Une fois que des machines et des installations complexes avaient été installées en vue de la production dans une société commerciale, l'idée d'un marché autorégulateur ne pouvait que prendre forme... Comme les machines sont chères, elles ne sont rentables que si de grandes quantités de biens sont produites. On ne peut les faire fonctionner sans perte qu'à condition que l'écoulement des biens soit raisonnablement assuré et que la production ne soit pas interrompue par manque des matières premières nécessaires à l'alimentation des machines. Pour le marchand, cela signifie que tous les facteurs impliqués doivent être en vente, c'est-à-dire qu'ils doivent être disponibles en quantité voulue pour quiconque est prêt à payer. »

Karl Polanyi, *La Grande Transformation* (1944, 1983), NRF, p.68-69.

Le marché autorégulateur réussit alors ce tour de force de marchandiser ce que la plupart des sociétés humaines avaient toujours écarté du circuit de la vente (et on peut penser que c'était pour des raisons morales : « cela ne se fait pas ») : la nature, l'humain, la monnaie qui sont les conditions de la production sont traitées comme des marchandises. La nature marchandisée devient du « terrain » à vendre, l'activité humaine marchandisée devient du « travail », la monnaie marchandisée devient de l'« argent ». En théorie, mais *en apparence* seulement, le marché prétend alors être cet espace de rencontre entre les offres et les demandes, en vue d'un équilibre obtenu par le libre jeu de la concurrence entre des échangeurs seulement mus par leurs intérêts privés et informés en direct par les évolutions des prix. *En réalité*, un tel marché ne vise aucun équilibre entre les besoins et les ressources mais se contente de faciliter les flux marchands et financiers avant de favoriser une accumulation illimitée des profits, pour constituer des stocks extorqués aux flux de la production et des échanges : le capital. Et macro-économiquement, cette hamstérisation de la production a un nom : la croissance.

- **Comment travailler pour produire toujours plus ? Industriellement**

C'est l'autre Karl, Marx, qui a bien décrit comment l'industrie a marchandisé le travail pour le transformer en « salariat ».

Le premier Marx, celui des *Manuscrits de 1844*, pose déjà une robuste critique du « travail aliéné » dans lequel le but du travail pour le travailleur n'est plus la production du produit mais la reproduction de ses conditions matérielles de survie, c'est-à-dire principalement le renouvellement de sa force de travail. Le salaire ne dépend plus alors du travail concret mais du rapport social de forces sur un marché du travail.

- **Quelle technique au service de la croissance ? Non pas l'artisanat mais l'industrie.**

L'industrialisation de la technique, ou la technique transformée par la matrice de l'industrialisation, c'est le passage de l'atelier à l'usine, de l'artisan à l'ingénieur, du métier à l'emploi, du produit façonné au produit standardisé, du travail à façon au salariat.

Il est intéressant de comprendre en quoi l'industrialisation est la matrice la plus efficace « du point de vue de l'ingénieur » en s'intéressant aujourd'hui aux adhérents du projet porté

par J-M Jancovici, le *Shift Project*. Ce point de vue est assez bien décrit par l'enquête publiée sur Reporterre à propos des Shifters¹⁷ :

- Ils sont apolitiques en relayant le mythe de la neutralité de la technique et de la science → « Le monde des ingénieurs au 21^e siècle est en majorité celui "de l'industrie" (quand ce n'est pas de l'industrialisation), de l'innovation, des brevets et de la concurrence, des procédés industriels complexes et de la productique, de la conception et de la production standardisées, de l'optimisation (de matières, d'énergie, de coûts), de l'administration , et plus globalement de l'apport de réponses techniques complexes à des problèmes de société », écrivent Quentin Matteus et Gauthier Roushile, dans *Perspectives Low-Tech* (2023) éditions divergences, p.85.
- Ils se définissent par rapport au corps des ingénieurs : le sociologue Antoine Bouzin estime que les Shifters (95% de cadres) sont une « *association de défense corporatiste* » : en clair, une association d'ingénieurs qui cherchent à défendre leur métier alors qu'il est pointé du doigt pour son rôle dans beaucoup de secteurs polluants et pour la vision du monde qu'il porte. Elle ne se propose pas de repenser profondément la place des ingénieurs dans la société. Le mouvement des Shifters est donc assez différent de celui des « bifurqueurs », étudiants ou jeunes cadres ingénieurs et commerciaux qui quittent leur métier pour se réorienter radicalement. À l'inverse, les Shifters offrent un débouché pour des ingénieurs mieux insérés dans la profession, pour qui il est plus difficile de changer de modèle de vie, et « *qui présentent un profil moins politisé, moins syndiqué, plus porté vers des modes d'action pondérés, qui mettent en avant l'exactitude scientifique et la performance technique* », remarque Antoine Bouzin.

En tant que matrice de résolution de problèmes, l'industrialisation est donc une combinaison de mécanisation (de la technologie), de marchandisation (de l'économie), de neutralisation (de la politique). Comment en sortir ?

Car s'enlever une idée de l'esprit – l'industrialisme dans notre cas – c'est peut-être possible mais comment sortir de l'industrialisation comme matrice de solutions : en résolvant les problèmes ou en les faisant disparaître ?

¹⁷ <https://reporterre.net/Qui-sont-les-Shifters-ces-ingenieurs-biberonnes-a-Jean-Marc-Jancovici>

3. Comment désindustrialiser le triangle production, travail et technique ?

→ Pour sortir de l'impasse industrielle, ce n'est pas de l'industrialisme dont il faut sortir mais de l'*industrialisation*.

→ Cette sortie est une sortie du paradigme de la croissance, autrement dit c'est une *trajectoire* de décroissance.

→ Cette trajectoire ne consiste pas à se raconter que le récit des méfaits de l'industrie est suffisant pour mobiliser proactivement ; parce qu'il faut reconnaître dans l'industrialisation une *matrice* de solutions.

Bref, que cherchons-nous dans ce dernier moment de réflexion ?

- Nous cherchons une trajectoire de décroissance. La « décroissance » dont il s'agit ici est comprise comme un *trajet*. Ce qui rompt avec la classique définition de la décroissance comme réduction de la production et de la consommation ; en quoi ? En ce que cette réduction n'est pas envisagée comme un *objectif* de la décroissance mais seulement comme un *effet*, comme l'effet d'une économie politique.
- Nous cherchons *comment* mobiliser politiquement en faveur d'un tel trajet, c'est-à-dire que nous devons expliciter l'articulation entre les moments du rejet, du trajet et du projet.
 - Nous devons éviter l'articulation paresseuse qui croit que le projet est juste une inversion du rejet, articulation qui escamote les difficultés propres au trajet. Le court-circuit du trajet revient toujours à se contenter du projet comme d'un simple anti-rejet, dans une « sorte de nihilisme réconfortant. On finit par s'enliser dans des téléologies fragiles et des tours de passe-passe : à savoir que la réponse à l'effondrement du climat est forcément et évidemment l'opposé symétrique de sa cause (autrement dit, si l'industrialisation a causé le changement climatique, la dé-industrialisation le résoudra et ainsi de suite) » (Benjamin Bratton, *The Revenge of the real* (2021), Verso, p.48 ; cité par Monnin, *Politiser le renoncement*, p.72).
 - Puisque la matrice de l'industrialisation repose sur le triangle de la production, de la technique et du travail, alors nous devons faire attention à ne pas caricaturer (et simplifier) nos critiques en phobies. De la même façon qu'il faut être technocritique sans être technophobe, nous pouvons dire que

nous devons critiquer les modes de production et le travail sans être ni poïetico-phobe ni ergo-phobe.

Nous avons vu que l'industrialisation est une solution pour produire sans avoir à se demander : pourquoi, pour qui, quoi, comment ? C'est d'ailleurs au nom du « progrès » que ces questions sont évitées. Quand donc nous proposerons de penser et de faire des trajectoires de décroissance, il faudra faire attention de pouvoir répondre à ces questions : d'où l'exigence de les traduire en termes de « perspective » et de « matrice ».

3.1 On ne peut pas s'en sortir en s'appuyant sur le seul rejet et on a besoin d'une perspective, laquelle ? Pour une perspective post-croissance de subsistance, pour une économie morale

Des trois étapes – le rejet, le trajet et le projet – c'est bien la première qui est la plus facile à remplir. C'est d'ailleurs cette facilité qui se retourne en piège quand on se contente de dénoncer les effets et que du coup on se dispense de se demander quelles en sont les causes qu'il faut d'abord rejeter. Car dans le projet, il va s'agir de ne pas répéter ces causes, c'est pourquoi il est décisif de les identifier.

a) Attention à la vision productiviste (marxiste comme capitaliste) qui place la production en infrastructure déterminante

Attention à ne pas se tromper de cause quand il s'agit de dénoncer le productivisme et l'industrialisme. En particulier attention au déterminisme marxiste qui place toujours « en dernière instance » l'infrastructure des rapports (sociaux) de production quand il s'agit d'expliquer les modalités structurelles et superstructurelles.

C'est tout l'intérêt de la thèse développée par l'historien néerlandais-américain Jan de Vries dans *The industrious revolution, de 1650 à nos jours* (2008, non-traduit) selon laquelle c'est la « révolution industrielle » de la consommation qui a été la condition de possibilité historico-sociale de la révolution industrielle, et non pas l'inverse.

- « Cette étude du développement économique à long terme diffère de la plupart de celles qui l'ont précédée en s'intéressant aux aspirations des consommateurs plutôt qu'aux activités productives, et en se concentrant sur l'unité du ménage plutôt que sur l'individu. »

- De Vries soutient que c'est la demande des ménages qui a été le moteur de la révolution industrielle : « Les relations entre l'offre et la demande s'enchevêtrent. La révolution industrielle, avec sa croissance économique axée sur la technologie, et donc sur l'offre, a longtemps constitué un obstacle formidable à tout effort de recherche d'une croissance économique fondée sur d'autres facteurs ou sur une période antérieure. Pourtant, les preuves de plus en plus nombreuses d'une augmentation antérieure du revenu par habitant en Europe du Nord-Ouest, associée à un raffinement majeur de la vie matérielle, jettent un doute sérieux sur l'orthodoxie selon laquelle la révolution industrielle a été le véritable moteur de la croissance économique en Europe du Nord-Ouest » (p.6).

→ La leçon iconoclaste de cet essai, c'est qu'il serait erroné de croire qu'il suffirait d'une autre industrie pour sortir de l'impasse de l'industrialisme. Une autre leçon, c'est d'admettre que l'industrialisation est venue résoudre d'abord un problème de demande de consommation plutôt qu'un problème d'offre de production (de sous-production). Et donc : changer de mode de production sans s'attaquer au mode de consommation serait voué à l'échec.

b) Attention aussi à ne pas croire aux impasses du « sans »

Gare aussi à toutes ces pistes qui jettent l'eau sale de l'industrialisme mais aussi le bébé de la production et la baignoire de l'économie. Cette piste du « sans » est une radicalisation par intransigeance de la piste du « autrement » car dans ces cas-là il ne s'agit même pas de produire autrement, avec un autre rapport au travail et une autre technologie, il s'agirait de ne plus produire, de ne plus travailler, sans plus aucune technologie.

- Sans « produire » :
 - Émilie Hache *De la Génération : enquête sur sa disparition et son remplacement par la production* (2024), Paris, La Découverte. Selon elle, « [n]otre société industrielle appartient à un monde qui a oublié qu'il avait besoin de se reproduire pour exister, un monde se considérant sans limites parce que croyant reposer sur des réserves infinies d'énergies, de terres ou encore de bras » (p.12). Mais que peut bien vouloir dire que notre monde aurait « oublié » sa propre régénération ? Pour l'autrice, c'est la « production » qui a remplacé la « génération » : « Le passage ou plutôt la mutation d'un monde non créé, dont il faut prendre soin et renouveler

chaque jour, à un monde créé, a radicalement changé notre rapport à la dimension générative du monde. Dans un monde créé une fois pour toutes, il n'y a pas besoin de se préoccuper de le reproduire, la Providence se charge de tout » (p.16).

- Si réticence il doit y avoir envers cette thèse, ce n'est pas dans son argumentation et sa documentation qui sont robustes mais c'est sur sa réception et son usage. Que la production ait aujourd'hui remplacé la génération, faut-il en déduire que la lutte contre le productivisme doit en revenir au mode antérieur de génération ? D'autant que les conditions culturelles de ce mode antérieur – revenir en amont du christianisme – ne peuvent en aucun cas fournir de quoi penser une perspective. Pire, comment ne pas remarquer qu'aujourd'hui la place occupée par la Providence dans la vision d'un monde créé a très largement été remplacée par la religion technoscientiste du progrès.
- Pour une critique d'une vision où il serait possible de sortir du productivisme en jetant toute production, on peut consulter deux ouvrages récents : d'Alexandra Bidet et Vincent Rigoulet, *Vivre sans produire. L'insoutenable légèreté des penseurs du vivant* (2023), éditions du Croquant. Voir aussi Andreas Malm, *Avis de tempête, Nature et culture dans un monde qui se réchauffe* (2023), La Fabrique.
- **Sans technique** : il faudrait certainement distinguer entre la technique (qui semble un invariant anthropologique, sinon culturel, voire social) et la technologie (qui caractérise le rapport moderne à la technique).
 - Mais même chez Ivan Illich, il n'a jamais été question d'un rejet intransigent de toute technique et c'est bien l'outil qui est qualifié de « convivial » : car son projet n'est même pas d'imaginer une société sans industrie mais simplement une société « non dominée par l'industrie », et qui reste en deçà des seuils de contre-productivité.
 - Ne pas écarter d'un revers de main le point de vue low-tech, car comment ne pas remarquer que ces défenseurs sont particulièrement autocritiques et qu'ils n'en proposent jamais une version bucolique : Philippe Bihouix, *L'âge des low-tech* (2014), et Quentin Mateus & Gauthier Roussilhe, *Perspective Low-tech* (2023).

- Parmi les précurseurs de la décroissance, il y a quelques défenseurs d'une réhabilitation de l'artisanat : William Morris, Lewis Mumford...
- Sans « travail ». Tout dépend en fait de ce qu'il faut entendre par travail. Car ce terme bénéficie depuis les temps modernes d'une promotion théorique qui l'a élevé au rang d'être un genre, c'est-à-dire le terme général par rapport auquel les autres formes d'activités ne sont que des espèces. Mais le terme général n'est pas « travail », c'est « activité » : c'est le travail qui est une espèce d'activité et non pas l'inverse. C'est le travail qui est une activité caractérisée par la rémunération et un rapport de subordination. Par conséquent, autant on ne peut pas imaginer une société sans activités, autant on peut penser à une société sans « travail », c'est-à-dire dans laquelle la « valeur (du) travail » est bien dénoncée comme une fable bourgeoise d'autopromotion.
 - D'ailleurs quand on envisage ce qu'Hannah Arendt nommait *vita activa* – dont les trois types sont le travail, l'œuvre et l'action – il n'est pas évident de savoir où placer les activités de l'industrie : car par les objets de consommation qu'elle produit elle semble une espèce de travail mais par son utilisation des machines elle serait plutôt située au niveau de l'œuvre.
 - Surtout, comment ne pas rappeler ce terrible pronostic d'Hannah Arendt ! C'est qu'un monde industriel prépare un « monde de travailleurs sans travail : on ne peut rien imaginer de pire ».

c) C'est d'une autre perspective que la croissance dont nous avons besoin pour replacer nos rejets = se réapproprier une perspective de subsistance

Après avoir ainsi écarté quelques solutions de facilité, on peut envisager d'orienter le projet d'une sortie de l'industrialisation comme solution généralisée à partir d'une perspective : celle de la subsistance, c'est-à-dire celle qui replace en infrastructure de la vie humaine les activités d'entretien et de protection de la vie sociale.

- Puisque nous avons vu que l'industrialisation est destruction du mode paysan de production agricole, on peut commencer par une référence à Alexandre Chayanov¹⁸ (1888-1937) et sa défense d'une agriculture qui repose d'abord sur les communautés paysannes et plus particulièrement sur la ferme familiale comme unité productive de base : la famille paysanne comme base de la société et de l'économie. Cette cellule

¹⁸ Pour une présentation de ses travaux : <https://ladedcroissance.xyz/2020/11/25/alexandre-chayanov/>

familiale est d'abord une forme de vie basée sur des savoir-faire vernaculaires, mettant en pratique des valeurs d'équilibre et de simplicité : bonne foi, autolimitation, combinaison optimale des activités. Chaque processus – mécanique, biologique, artisanal, économique – est adapté à la bonne échelle, à la bonne taille. Est ainsi obtenue une autonomie comme **autosuffisance**, en totale opposition avec le productivisme d'une agriculture industrielle que le pouvoir soviétique promouvait.

- Puisque nous avons vu que les défenses de l'industrialisme plaçaient en infrastructure les activités de production, alors pour en sortir nous devons refuser cette hiérarchie (la division genrée du travail) et placer en « plateforme » de toute structure sociale les activités de reproduction, de soin : c'est la piste prônée par l'écoféminisme : à partir des travaux de Christine Delphy, Françoise d'Eaubonne, Maria Mies, Vandana Shiva...

C'est donc la perspective de la subsistance que nous proposons pour orienter une sortie de l'industrialisation, et plus largement toute trajectoire de décroissance. Ce qui revient à politiser cette perspective, c'est que nous plaçons ces activités de reproduction (de la vie sociale) à la fois en position de *condition* (de « plateforme ») et en position d'*objectif*. « Politique » renvoie ici à la sphère d'activité humaine à laquelle revient la charge de veiller sur les autres formes de bien commun. A commencer par le premier : l'intégration de tou.te.s et de chacun.e dans un espace de coexistence et de vie sociale » (comme « bien commun vécu », François Flahault).

« Pendant des années, nous avons insisté sur le fait que la subsistance ou la « production de la vie » ne disparaîtrait pas suite à la modernisation, à l'industrialisation et à l'économie de consommation, mais aussi qu'elle constitue tout à la fois l'opposé même de la société industrielle moderne et de la production généralisée de marchandises, et la base sur laquelle celles-ci peuvent prospérer. Sans production de subsistance, pas de production de marchandises : mais sans production de marchandises, la production de subsistance perdure. Jusqu'au début de l'ère industrielle, la production de subsistance a permis aux gens de vivre et de survivre. Si dans le monde entier, les gens n'avaient dû dépendre que de la production mondialisée de marchandises et d'un travail salarié universel sur le marché capitaliste (marché du travail aujourd'hui loué et présenté comme ce qui va nous sauver de la pauvreté et du sous-développement), ils n'auraient pas survécu jusqu'aujourd'hui.

Au sein des sociétés industrielles, la production de subsistance continue à être assurée, essentiellement sous la forme du travail domestique non rémunéré des femmes. La reproduction de la force de travail reste peu coûteuse et garantie par le travail domestique non salarié. C'est pourquoi nous avons défini la production de subsistance comme suit :

La production de subsistance ou production de la vie inclut tout travail servant à la création, à la perpétuation et à l'entretien direct de la vie sur Terre et qui n'a pas d'autre objectif que lui-même. C'est pourquoi la production de subsistance s'oppose à la production de marchandises et de plus-value. La production de subsistance aspire à la vie, [alors que] la production de

marchandises [aspire] à l'argent qui "produit" toujours plus d'argent, autrement dit à l'accumulation du capital. Dans ce mode de production, la vie est en quelque sorte un effet secondaire, une coïncidence. Typiquement, le système industriel capitaliste dit de chaque chose qu'il veut exploiter gratuitement qu'elle fait partie de la nature, qu'il s'agit d'une ressource naturelle. Le travail domestique des femmes de même que le travail des paysans du tiers-monde, mais aussi la productivité de toute la nature en font partie.

À l'origine, nous avons introduit le concept de subsistance non seulement pour pouvoir expliquer l'exploitation du travail non payé des femmes sous le capitalisme, mais aussi pour trouver un moyen de sortir de l'impasse de la société industrielle avec ses modèles de production et de consommation écologiquement insoutenables. Il y a vingt ans déjà, nous avons vu que l'utopie du socialisme scientifique (qui présuppose le niveau de développement le plus élevé des forces productives comme condition préalable au renversement du capitalisme) était basée sur le même modèle de développement que le capitalisme.

Le concept de subsistance ne doit pas être réduit aux connotations négatives qu'on lui donne souvent. Au contraire, comme l'a montré Erika Märke, il exprime "l'attitude liée à l'indépendance" et "une existence qu'on doit à ses propres efforts". Märke énumère trois caractéristiques de la subsistance : 1) l'indépendance, au sens d'autonomie ; 2) l'autosuffisance au sens d'absence d'expansionnisme ; 3) l'autonomie dans le domaine culturel. »

Maria Mies, Veronika Bennholdt, *La subsistance, une perspective écoféministe* (1999, 2022) La lenteur.

3.2 Trajectoires décroissantes

Il reste une dernière difficulté *politique* à affronter, et pas des moindres. Pas de problème pour qu'une perspective soit *nécessaire* pour orienter un projet politique. Et ici, cette perspective de « sortie de l'industrialisation » est celle de la subsistance. Mais une perspective est-elle *suffisante* ? Non, parce qu'elle est attirante mais qu'elle n'est pas propulsive.

a) Qu'une perspective soit désirable pour nous n'est pas politiquement suffisant

Pire, si elle le croit, elle constitue même un « écran »¹⁹ à une véritable sortie du monde de la croissance :

- Je fais ici une allusion directe aux fables portées par les défenseurs acritiques des « alternatives concrètes ».
 - D'abord, en quoi sont-elles plus « concrètes » que n'importe quel égoïsme, n'importe quelle compétition ?

¹⁹ Je prends ici ce terme dans son double sens. L'écran est un barrage et il est aussi un spectacle.

- Et puis si « concret » est le contraire de « abstrait » alors ces expérimentations sont peut-être plus abstraites que concrètes. Car en français, « abstraire », c'est « extraire », c'est « se séparer de », et en particulier, ce qui est abstrait, c'est ce qui est séparé du tout dont il n'est qu'une partie. L'entre-soi de ses alternatives, souvent renforcé par une revendication sinon de « sécession », au moins de faire « oasis » ou « archipel », les met au péril de devenir des « communautés terribles (Tiqqun 2).
- Surtout, ce n'est pas tant la perspective de ces alternatives qui inquiète que sa traduction en un scénario, connu sous le nom d'essaimage.
 - La « révolution sur 15 km² » ironisait déjà Marx.
 - Il ne faut pas beaucoup de recherches historiques²⁰ pour s'apercevoir que l'histoire de l'essaimage est d'abord celle de ses échecs : au 19^e siècle les vagues du socialisme utopique puis des communautés intentionnelles peu ou prou « communistes » ; au 20^e siècle, la vague post-68 et au 21^e celle des « alternatives » pour *Demain*.
 - L'ennui, ce ne sont pas les échecs mais le refus d'en tirer des leçons. Et quiconque s'est déjà investi dans une alternative concrète en essayant de partir des leçons de ces échecs s'est rapidement fait remettre à sa place à coups de « mais la prochaine fois, avec nous, ça marchera » et de « assez de blabla, faut y aller maintenant »... C'est précisément la pratique amère de ces expérimentations qui me fait écrire maintenant que c'est de politique dont nous avons besoin et en ajoutant que c'est de théorie et d'histoire dont la politique a aussi besoin.
 - Le scénario bucolique de l'essaimage repose sur la séquence suivante : prise de conscience → expérimentation minoritaire → préfiguration et exemplarité → essaimage → masse critique → bifurcation²¹.

Mais, conformément à la position critique de ne pas en rester aux échecs, il faut se demander : même si ces expérimentations étaient des réussites, échapperaient-elles à toute critique ?

Non. Parce qu'une « alternative », et même une « perspective », n'est attirante que pour ceux qui désirent *déjà* les valeurs et les jugements portés par cette perspective. Et cela est valable pour toute perspective, qu'on la nomme décroissance, objection de croissance ou subsistance.

²⁰ Un formidable inventaire : https://fr.wikipedia.org/wiki/Socialisme_utopique

²¹ Pour une critique nourrie de ce scénario, je ne peux que renvoyer à de multiples articles sur mon blog : <https://decroissances.ouvaton.org/?s=essaimage&submit=Search>

Autrement dit, qu'une « alternative » soit faisable et désirable n'est une mobilisation que pour celles et ceux qui sont *déjà* en chemin orienté par une perspective critique. **Et pour les autres, on fait comment ?** Pour les autres, c'est-à-dire ceux qui, n'ayant pas les mêmes jugements ni les mêmes valeurs, n'estiment pas désirables la perspective qui, nous, nous fait rêver...

Et c'est cela qui fait de la question d'une sortie de l'industrialisation une question *politique* : c'est la question de son acceptabilité. *Nihil de nobis, sine nobis* : « Rien sur nous sans nous! ».

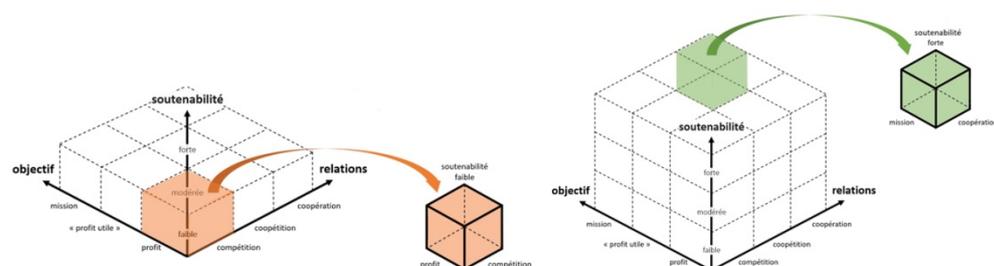
- Rappelons la phrase attribuée à Nelson Mandela : « Tout ce qui est fait pour moi, sans moi, est fait contre moi ».
- Rappelons aussi que le moment le plus délicat d'une activité de soin²² est celui du *care receiving*.

Comment répondre à cette objection politique ?

b) S'inspirer de trajectoires faisables

Comme on ne peut partir d'un monde qu'à partir de lui – autrement dit, ne jamais réduire une « transition » à un « claquement de doigts » – il faut déjà s'assurer de la faisabilité. Et pour cela se tourner vers des modèles « inspirants », qu'ils soient des mises en pratique ou même des considérations plus théoriques.

- L'artisanat monastique : référence ici à un reportage sur l'abbaye cistercienne de la Coudre²³. Pourquoi cet exemple est-il inspirant ? Parce qu'il montre qu'il n'y a d'autolimitation que s'il y a une perspective, et une perspective de sens (de la vie individuelle, de la vie sociale, de la vie) qui est bien autre chose que la pauvre course d'un désir à un autre (Hobbession).
- Les matrices du chercheur canadien Luc Audebrant (article à paraître) pour repérer



²² Joan C, Tronto « Du care », *Revue du MAUSS*, 2008/2 (n° 32), p. 243-265. DOI : 10.3917/rdm.032.0243. URL : <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2008-2-page-243.htm>

²³ Pour le lire : <https://ladecroissance.xyz/wp-content/uploads/2023/12/A-lombre-des-monasteres-une-economie-si-moderne.pdf>

toutes les chemins possibles pour passer d'une entreprise à profit, basée sur la compétition et avec soutenabilité faible à une entreprise à mission, en coopération avec les autres entreprises, et avec soutenabilité forte.

- Les propositions du regretté Jean Monestier²⁴ : diverses mesures d'encadrement de l'industrie, action incontournable pour *sortir de l'industrialisme* au niveau de l'offre, et mettre fin à la dictature des producteurs → *l'affichage de l'énergie grise, la réparabilité, le suivi des pièces détachées, la compatibilité, la modularité des produits industriels*.
- L'Atelier Paysan dont les trois piliers sont l'éducation populaire, le rapport de force et la création d'alternatives.
- Pour des machines simples, contre notre ultra-dépendance à la « méga-machine », Bertrand Louart²⁵ prône la réappropriation des arts et des métiers.

c) Mobiliser des trajectoires par des matrices décroissantes

Pour ne pas se raconter que ce que nous nous jugeons désirables devrait l'être pour tout le monde, il nous faut regarder nos perspectives du point de vue de ceux qui nous désapprouvent et essayer de revoir nos analyses du point de vue que, eux, ils approuvent.

La question la plus générale est : comment sortir, pas seulement de l'industrialisme, mais de la croissance, de son monde et de son régime ?

Et donc se demander quels sont les attentes de celles et ceux qui ne sont pas d'accord avec nous : ils attendent tout simplement des solutions à des « problèmes ». Or nous avons vu que l'industrialisation est précisément non pas « une » solution mais une « matrice » de solutions.

Et voilà le défi du *comment* : sommes-nous en capacité de proposer des « matrices » qui *poussent* à adhérer à nos perspectives ?

²⁴ *Entropia* n°2, 2007, <https://entropia-la-revue.org/spip.php?article177>

²⁵ Entretien avec Nicolas Caseaux : <https://www.partage-le.com/2020/05/13/bertrand-louart-a-ecouter-certains-ecolos-on-a-en-effet-limpression-que-les-machines-nous-tombent-du-ciel/>. On peut lire aussi la querelle avec Sandrine Aumercier : <http://www.palim-psao.fr/2022/07/reponse-de-sandrine-aumercier-a-bertrand-louart-a-propos-de-le-mur-energetique-du-capital.html> → « Votre défense d'un outil simple et robuste nécessitant une sorte d'industrie de proximité me semble faire l'impasse sur l'intégralité de l'infrastructure et le problème sous-jacent et insoluble de l'énergie. Il ne faudrait pas trop idéaliser notre propre activité, sous le capitalisme tout est contaminé ! ». « Vous contournez cette objection en vous accrochant à votre outil convivial, mais je ne crois pas que ce soit tenable sans une bonne dose de subjectivisme égocentrique, qui fonctionne sur le principe : « Parce que moi je suis raisonnable et je connais les bonnes limites, tout le monde n'a qu'à être comme moi et tout ira bien. » Je ne vois pas ce qui permet de penser qu'on est plus raisonnable et éclairé que la moyenne ni que tout le monde doit suivre le même raisonnement que soi. En tout cas, je fais tous les jours l'expérience du contraire. Personne n'est capable de dire, une fois le doigt mis dans l'engrenage industriel et capitaliste, où doit se situer la « bonne limite ». Il y aura toujours quelqu'un pour dire que si on a déjà cette petite machine, là, il nous faut aussi cette autre petite machine, qui est très utile aussi, etc. »

Remarque : une « matrice » n'a pas besoin d'être très compliquée. Il en suffit peut-être même d'une seule. J'en veux pour preuve la victoire culturelle que l'extrême-droite en France (mais aussi ailleurs) remporte sans coup férir. Personne ne peut croire qu'elle découle de la robustesse de ses propositions ou de la solidité de ses figures (c'est pourquoi, ils peuvent sans cesse retourner leur veste, ou choisir comme candidat une image vide de sens) ; non, elle découle de leur appui à une seule matrice, celle de l'immigration²⁶.

Alors, quelles matrices pour la décroissance ?

Je termine en renvoyant à ma précédente intervention (à Paris, début avril) qui, en partant de 3 objectifs – réduire, ralentir et conserver – débouchait sur 3 matrices : la double autolimitation par plancher-plafond, la part, le lieu²⁷.

Je donne juste un exemple pour chacune :

1. Plancher-plafond & technique : zone de convivialité entre le plancher de la pénibilité et le plafond de la contre-productivité.
2. Part & travail = rotation des activités sur une unité de production.
3. Lieu & production = relocalisation.

Dans les 3 cas, il y a la même volonté *politique* de penser la société à *partir* du commun, et pas à partir de l'individu. Je ne nie pas l'existence de l'individu ni de libertés individuelles ; je refuse juste que l'individu soit le *départ* de la société. Non, un individu, ce n'est pas un départ (quoi que lui susurre son nombril), c'est une *partie* d'un tout auquel il appartient et auquel il peut participer. Le point de départ, c'est le commun. Et dans une société, chacun.e a droit à une *part du commun*.

Voilà pourquoi je remercie l'assistance de m'avoir *donné* l'opportunité de *rendre* une part des lectures et des discussions qui nourrissent ma réflexion.

²⁶ Vient tout juste de sortir sur ce sujet un livre explicite : Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (2024), Seuil.

²⁷ A l'Académie du Climat (Paris), le 2 avril 2024 : <https://decroissances.ouvaton.org/2024/05/04/decroitre-ou-subir-la-croissance-reduire-ralentir-conserver-paris-le-2-avril/>